



Les usages du PIB

Résumé aux décideurs

UN INDICATEUR HISTORIQUE DE PLUS EN PLUS CONTROVERSÉ

La convention qui régit le PIB a le mérite d'être ancrée dans l'histoire (les premiers calculs réguliers du PIB datent des années 1930) et fait l'objet d'une normalisation internationale régulièrement mise à jour par l'ONU.

Ainsi le PIB prend principalement en compte : toute l'économie marchande, les services publics, les loyers réels ou attribués aux propriétaires, l'autoproduction de biens (bricolage, chasse, etc.), la création d'actifs incorporels, l'économie souterraine et une part de l'économie illégale (selon les pays).

En revanche le PIB exclut la production pour usage propre d'activités historiquement féminines (cuisine, ménage, garde d'enfants, etc.), le travail bénévole, le troc, les liens sociaux, les services rendus par la nature, la dépréciation du capital (pour le PIB brut).

Cette définition et les modes de calcul du PIB donnent lieu à un premier niveau de critiques : périmètre d'activité arbitraire, retraitements statistiques nombreux, difficultés des ajustements de prix à fonction constante, difficultés des comparaisons entre pays à pouvoir d'achat équivalent, confusion entre une richesse généralement perçue comme un stock et la mesure d'un flux.

Un deuxième niveau de critiques porte sur la remise en cause du PIB comme « boussole » de notre développement: le PIB n'est porteur d'aucune alerte (économique, sociale, environnementale et même politique), le PIB est de moins en moins le reflet du bien-être, enfin le PIB est porteur d'une volonté de croissance qui n'anticipe pas les effets de seuil liés à la rareté des ressources.

DES USAGES CONCRETS FINALEMENT LIMITÉS

Le Shift Project a réalisé une évaluation pragmatique du PIB en s'interrogeant sur ses usages : qui l'utilise et pourquoi ? Dix usages types du PIB ont ainsi été recensés.

Trois usages symboliques :

- Représenter la richesse, la puissance, le progrès des nations (PIB, PIB/habitant).
- Représenter la valeur relative de données économiques (Ex : dépenses de santé/PIB).
- Représenter notre pensée économique (ce à quoi nous accordons de la valeur).

Quatre usages opérationnels :

- Définir la contribution des États à des budgets supranationaux (ex : budget européen).
- Encadrer la redistribution des fonds internationaux (Ex : FEDER, aide au développement).

Le PIB est porteur d'une volonté de croissance qui n'anticipe pas les effets de seuil liés à la rareté des ressources.

- Bâtir des prévisions d'investissement (ex : prévisions d'infrastructures de transport).
- Établir la notation financière des États (Triple A ou moins).

Trois usages politiques :

- Encadrer la dépense publique (taux de prélèvement obligatoire/PIB, déficit/PIB, dette/PIB).
- Quantifier des politiques particulières (Ex : dépenses de R&D/PIB).
- Fixer l'objectif principal des politiques économiques et permettre leur évaluation.

Ces usages traduisent une utilisation très restreinte du PIB. L'immense majorité des acteurs économiques : 99% des entreprises, les ménages, la plupart des services publics, les collectivités locales, les associations, etc., n'ont aucun usage concret du PIB. Le PIB est essentiellement utilisé par les gouvernements, les instances supranationales, les médias et les économistes (soit environ seulement 10 000 personnes en France).

L'immense majorité des acteurs économiques n'ont aucun usage concret du PIB.



Certains de ces usages sont cependant fondamentaux car traduits dans des textes de haute portée juridique comme :

- Les règles d'or budgétaires inscrites dans la constitution de certains États.
- Les traités européens relatifs à l'encadrement des dépenses publiques (« Pacte de stabilité et de croissance », « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance », etc.).

Débattre et proposer des alternatives au PIB, par usage, constitue une démarche pragmatique pour limiter son influence excessive dans le pilotage de nos sociétés.

- Les statuts des différentes organisations internationales : ONU, Banque Mondiale, FMI, OCDE, etc.
- Le « Cadre financier européen pluriannuel 2014-2020 », etc.

Cet ancrage juridique ne protège cependant pas le PIB de remises en cause fondamentales dans le cadre même de ses usages.

LE PIB, DÉFINITIVEMENT INUTILE ?

Usage par usage il est possible d'identifier d'autres indicateurs qui permettraient d'atteindre l'objectif poursuivi

de façon plus efficace que le PIB. Ainsi par exemple il serait possible et utile de :

- Bâtir une évaluation de la puissance des nations mettant en avant des données économiques mais aussi militaires, financières, démocratiques, culturelles, écologiques ainsi que leur émancipation de la « contrainte énergie-climat ».
- Bâtir de nouvelles mesures du bien-être, aux différentes échelles de territoire, à partir d'une écoute véritable des citoyens (comme le font le Japon, la Nouvelle Zélande, la Grande-Bretagne).
- Répartir les crédits européens non pas en visant seulement une harmonisation du PIB par habitant mais aussi une convergence vers une indépendance énergétique ou une émission réduite de CO₂ par habitant.
- Mesurer un déficit budgétaire en % du budget de l'État et non de la « richesse nationale ».
- Définir des politiques économiques à travers des objectifs précis : balance commerciale, indépendance énergétique, taux d'emploi, etc., sans référence à la croissance du PIB qui aujourd'hui sert à justifier tout et son contraire (une relance par la dépense publique comme un regain de compétitivité par la rigueur budgétaire).

Débattre et proposer des alternatives au PIB, par usage, constitue donc une démarche pragmatique pour limiter son influence excessive dans le pilotage de nos sociétés. Cette démarche se distingue de la recherche d'un

nouvel indicateur agrégé dont on peut douter qu'il obtienne un meilleur consensus (comme ce fut le cas avec le « PIB vert » proposé par l'ONU lors du sommet Rio + 20). Le PIB devrait rester dans l'histoire comme un « summum d'agrégation », il ne devrait pas avoir de successeur, et disparaître progressivement de ses usages pour être remplacé par d'autres indicateurs plus pertinents.

L'INVITATION À UTILISER D'AUTRES INDICATEURS

Le PIB est aujourd'hui extrêmement fédérateur car chacun voit « sa croissance » dans la croissance du PIB. Pourtant il peut y avoir croissance du PIB sans croissance de « sa rémunération », ou de « son chiffre d'affaire », ou de « son budget ».

Par ailleurs la « croissance » que la croissance du PIB appelle (car c'est toujours de celle-là qu'il s'agit) est incompatible avec un monde aux ressources finies et, au moins pour cette raison, le PIB ne peut rester l'indicateur hégémonique du pilotage de notre développement.

Il appartient aux entreprises, et à l'ensemble de la société civile, principalement dans leur dialogue avec l'État ou avec les médias, d'adopter une attitude prudente vis-à-vis du PIB. Notamment en se rappelant que le PIB mesure surtout la capacité à lever l'impôt et qu'il n'a pas de traduction directe au regard du pilotage d'une entreprise. Il leur revient de présenter d'autres indicateurs plus adaptés à la défense de leur point de vue et à la construction de politiques partagées.

THE SHIFT PROJECT

Contact projet : Cédric Ringenbach, Directeur.
cedric.ringenbach@theshiftproject.org
+33 (0) 1 76 21 10 19

Contact presse : Anne-Caroline Duplat, Communications manager.
anne-caroline.duplat@theshiftproject.org
+33 (0) 1 76 21 10 20

Auteurs : Pierre Lachaize, Julien Morel
Publication du rapport et conférence
de lancement le 14 mai 2013